

Cette lettre a été élaborée par le comité FDE du SNESUP-FSU

Geneviève Allain, Michèle Artaud, Thierry Astruc, Marie-France Carnus, Vincent Charbonnier, Muriel Coret, Mary David, Sabine Evrard, Marie-France Le Marec, Konstanze Lueken, Pierre Sémidor avec la collaboration de Claire Pontais du SNEP-FSU et de Marianne Auxenfans du SNES-FSU

DERECHEF SUR LA FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANT.ES

LA RÉUNION du comité de suivi des ÉSPÉ le 11 mai 2016 était une nouvelle fois consacrée à la formation continue (FC) – à la recherche des « recommandations » à formuler. Une première intervention a présenté les Instituts Carnot de l'Éducation (ICÉ) comme un outil de structuration de la recherche et d'interface entre « enseignants de terrain » (qui « ont des difficultés ») et « chercheurs » (qui apportent des solutions)... Cela relève évidemment d'une vision assez caricaturale et d'une relative méconnaissance de la réalité de la recherche dans les ÉSPÉ. La question est finalement : pourquoi créer de nouvelles structures, hors l'ÉSPÉ, au lieu de renforcer les moyens pour la recherche « dans » les ÉSPÉ ?

La deuxième intervention a abordé la question du lien entre terrain, recherche et formation, a dénoncé l'indigence des conditions actuelles de la FC, souligne la nécessité de formation de formateurs et défend l'idée d'un « intermédier » et d'un accompagnement « au plus près du réel »...

Mais pour le SNESUP, il ne suffit pas de déclarer que la FC doit être une priorité de l'employeur pour qu'elle le soit *en effet(s)*... Il ne faut pas seulement des paroles mais des actes, ce qui exige des moyens (de remplacement notamment) ! La FC doit également être reconnue par les universités comme l'une de ses missions fondamentales et non pas comme un supplément (d'âme), ce qui suppose, encore une fois, que l'université aussi s'en donne les moyens (intégration dans les services par exemple). C'est bien une formation adossée à la recherche que nous défendons, la possibilité pour tous les enseignants de se former et de travailler dans une dynamique collaborative.

Parler de formation adossée à la recherche ne signifie nullement que les enseignant.es de terrain ont des « problèmes » et que les universitaires (enseignants et chercheurs...) vont y répondre. On peut aussi avoir envie de se former, de travailler avec des personnes d'autres espaces professionnels, par exemple des ÉSPÉ : il n'y a pas d'un côté les enseignants de terrain qui n'auraient que des questions et de l'autre des enseignants-chercheurs qui n'auraient que des réponses – et les ICÉ en interface... ?

La journée se termine par l'énoncé de quelques lignes directrices sur lesquelles D. Filâtre rédigera ses recommandations : travailler en équipe, rendre le PAF accessible aux T1-T2, prendre en compte du temps de concertation, rendre la formation progressive, certificative, valorisante pour la carrière, etc. *Mais dans le même temps...*

FORMATION (DIS)CONTINUE

À NANTES le rectorat veut reprendre en main la FC. Jusqu'à présent l'IUFM puis l'ÉSPÉ travaillaient en partenariat avec le rectorat pour la FC. L'ÉSPÉ était opérateur, mais aussi co-concepteur avec le rectorat. Des formateurs étaient déchargés par le rectorat pour assurer des missions de FC dans le cadre de l'ÉSPÉ/IUFM (sous différents statuts : personnel rectoral, ou professeurs affectés en EPLE, ou à l'ÉSPÉ).

Mais ça ne convient plus au recteur actuel. Il annonce la fin du détachement d'un.e CTFC à temps plein depuis plusieurs années (à l'IUFM puis à l'ÉSPÉ) pour assurer l'ingénierie des FC. Il passe les décharges de formateurs FC de neuf à quatre heures maximum. Il fusionne des groupes de formateurs FC sans leur avis. Un des groupes travaillait notamment avec les chefs d'établissement pour concevoir des formations adaptées aux réalités locales. Désormais les chefs d'établissement devront piocher dans un catalogue d'actions établi sans eux.

Le fond du problème : les formateurs ÉSPÉ sont trop libres, ils ne sont pas le petit doigt sur la couture. C'est le rectorat et les IPR qui savent ce qui est bon en formation et qui peuvent le faire comme il faut. Au-delà de la mission FC de l'ÉSPÉ, c'est aussi la violence subie par les personnels intervenant actuellement en FC qui pose problème : modifications non concertées des conditions de travail, suppression de décharges et refus brutal de renouvellement de mission. Tout cela montre combien une clarification des missions des ÉSPÉ et de leur pilotage est nécessaire pour sécuriser les procédures et éviter l'arbitraire dans les affectations diverses de personnels appelés à collaborer étroitement.

RÉDUCTION DU FINANCEMENT DES IREM

DEPUIS 57 ANS le réseau des IREM contribue activement à la formation initiale et continue en maths, en lien étroit avec la recherche, des formateurs et des enseignants du 1^{er} et du 2nd degré, *via* ses revues (*Repères IREM, Petit x, Grand N*, etc.), son portail, des colloques réguliers, etc.

En dépit d'une « reconnaissance » de fait par le Ministère (contribution aux ressources d'appui à la mise en œuvre de la réforme des programmes) et des discours officiels de soutien à l'enseignement des mathématiques (cf. la Stratégie mathématique lancée par la Ministre en décembre 2014), tout cela a peu de traduction dans les actes.

La subvention annuelle de fonctionnement des IREM, est en dents de scie (10 000€ en 2013, 0€ en 2014, 40 000€ en 2015, réduite de moitié en 2016) et notifiée avec des

mois de retard (seulement en avril pour 2016). Comment assurer la continuité de l'activité des IREM, dans des conditions de financement aussi précaires ? Si la FC (en maths) n'est pas soutenue, comment accompagner l'évolution demandée des pratiques enseignantes ?

DANS LE MÊME TEMPS, l'antenne française du programme américain Teach for All, Teach for France annonce qu'elle fournira à l'Éducation nationale 25 professeurs contractuels formés par ses soins à la rentrée 2016 ! Ce qui revient à sous-traiter et privatiser un pan de la formation. Nous y revenons bientôt.

LE MINISTÈRE QUI MURMURE À L'OREILLE DES ÉSPÉ

LE 24 MAI 2016, le ministère organise une « journée d'échanges » sur les ÉSPÉ au lycée Louis le Grand (Paris), situé en CSP+. Présence de toutes sortes d'experts autorisés à penser (pour nous) : services du ministère, directeurs des ÉSPÉ, recteurs, présidents d'universités intégratrices, membres du comité de suivi des ÉSPÉ. Oui, on a bien lu, il manque bien les enseignants (hors représentation syndicale du comité ÉSPÉ) et les étudiants / stagiaires...

Pourtant, sur les thématiques annoncées, personnels et usagers ont des choses à dire ! Continuum de formation (comment ça, il y a un concours au milieu du master ?), FC (où ça ?), gouvernance et relation partenariale (on a parlé de démocratie dans les ÉSPÉ ?), diversités des publics en formation (vous avez dit « parcours adaptés » ?). D'autant que le ministère laisse entendre qu'il y aura des « annonces » faites pendant cette journée. Le directeur de votre ÉSPÉ peut vous – enseignant, usager – faire inviter ! Pour cela, il adresse vos nom, prénom et adresse mail à sec.formation@education.gouv.fr. Attention (sinon c'est moins drôle), c'est le ministère qui envoie ensuite une invitation officielle, sans laquelle il n'est pas possible de rentrer !

AUDIENCE AVEC LA MISSION PARLEMENTAIRE SUR LA FDE

LE SNES ET LE SNEP (FSU) ont rencontré la Mission d'information parlementaire relative à la formation des enseignants le 11 mai 2016. Menée par F. Reiss, président, et M. Ménard, rapporteur, elle doit dresser un bilan et faire des propositions pour septembre 2016. Parmi un ensemble de questions posées, toutes celles liées essentiellement à la demande de moyens (FC, année de stage, pré-professionnalisation, formation de formateurs, recherche, coopération ÉSPÉ-université...) ont vite été évacuées ! Seules trois ont retenu l'intérêt de nos interlocuteurs.

- La place du concours et les pré-recrutements : les problèmes liés au concours en M1 sont reconnus de tous. Des pré-recrutements en L3 avec un concours en M2 semblent être à l'étude, mais sur des bases peu claires : sélection sans rémunération ? un emploi type EAP contre rémunération ? master complet en alternance ? Pour le SNES et SNEP, les pré-recrutements doivent se faire par concours

(critères transparents) et donnent un statut d'élèves-professeurs, qui ont toutes les chances d'être recrutés puisqu'ils se consacrent totalement à leurs études. Deux autres voies doivent être pensées pour les titulaires d'un master 2 ou les reconversions.

- Le tronc commun : pour nos interlocuteurs, celui-ci symbolise la rénovation de la formation. Nous avons bien tenté d'expliquer pourquoi ce tronc commun ne fonctionne pas bien aujourd'hui, mais nos arguments (une formation qui intègre des connaissances didactiques et professionnelles en lien avec le stage et la recherche) ne sont pas entendus par tous (pour une des députés, nous restons d'affreux corporatistes défenseurs de leur pré-carré disciplinaire).

- Attirer des jeunes vers le métier : d'après les députés de la mission, le manque de candidats dans certaines disciplines est lié au mouvement déconcentré dans le second degré ! Là aussi, nous avons tenté de montrer que les solutions passent essentiellement par une formation de qualité et une reconnaissance symbolique et financière de la profession.

A n'en pas douter, le rapport de cette mission (pilotee par un député de droite) sera dans la continuité des propositions du gouvernement actuel, à savoir une FDE qui coûte le moins cher possible, peu importe que les discours l'emportent sur les actes. Dès septembre, la campagne des présidentielles sera donc un moment crucial pour porter notre projet pour la FDE.

L'AIR DU VIDE

DÉBUT MAI 2016, le MEN a fait organiser par une boîte privée de communication des journées de la « Refondation » de l'école, au Palais Brongniart – la Bourse de Paris, tout un symbole, bien résumé par l'intervention du candidat, pardon, du président Hollande : « il faut mettre le système d'enseignement au service de l'économie ». Tout est dit ! Et sinon ? Sinon, rien. De l'air, beaucoup d'auto-satisfaction satisfaite, pour dire que, si tout n'est pas parfait, tout avance, dans le bon sens, de l'histoire évidemment. En termes d'organisation : des plénières et des ateliers mais avec, on l'a dit, beaucoup d'ébahissement, et, ce qui est peut-être pire, absolument non feint, des « experts », des « spécialistes », des « personnes autorisées »... mais sans ces manants d'enseignants et, bien sûr, de représentants syndicaux. Très peu d'interventions de la salle, un auditoire à bon compte, pour se donner de l'importance. À ces journées *assises*, la FSU était présente : à l'intérieur mais confite au silence et à l'extérieur où elle a tenu un stand qui a bénéficié d'un certain succès pour dire que non, décidément, non, tout ne va pas mieux !

À lire également le billet de P. Devin :

<https://blogs.mediapart.fr/paul-devin/blog/080516/journees-de-la-refondation-nouveau-le-choix-de-la-communication-politique>.

